

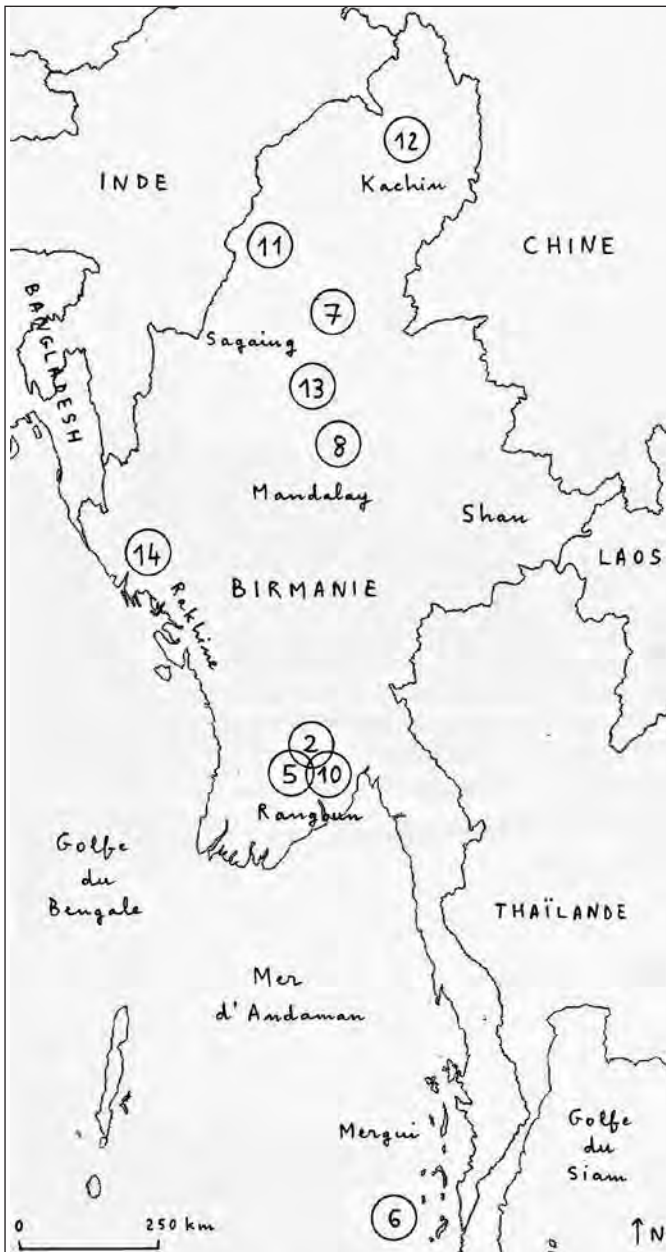
*Au peuple birman,
à la fois si spirituel et si drôle,
pour sa joyeuse spontanéité au quotidien,
son envoûtant supplément d'âme, de grâce
et de poésie en toutes choses,
malgré toutes les épreuves endurées.*

*À l'ombre voluptueuse du manguier
du 4H May Kha Street,
sur la rive nord sous la brise du lac Inya,
Mayangone Township, Rangoun.*

BIRMANIE



La capitale de la Birmanie est transférée en 2005 de Rangoun à Naypyidaw au centre du pays (Δ).



Les chapitres 2, 5, 6, 7, 8, 10, 11, 12, 13, 14 sont localisés par les numéros correspondants sur la carte. Les chapitres 1, 3, 4, 9 concernent toute la Birmanie.



Anonyme, *Soldats, Birmanie*, 1852, collection A. Lorin.

1

Le pivot birman

« Un papillon qui ne reviendra jamais à l'état de chenille ». Par cette métaphore, Aung Tun Thet, conseiller économique du président birman Thein Sein (2011-2016), décrivait l'état en 2015 de la Birmanie, quatre ans après sa soudaine ouverture politique ayant rompu cinquante ans d'isolement international (1962-2011). La junte militaire au pouvoir en Birmanie depuis le coup d'État du général Ne Win en 1962 transféra en 2011 le pouvoir à un gouvernement habilement présenté comme « quasi-civil ». C'est-à-dire « quasi-militaire » encore. Un demi-siècle d'un régime militaire atroce a rendu la population birmane « occupée de l'intérieur » par sa propre armée, autrement dit « prisonnière dans son propre pays », selon les mots d'Aung San Suu Kyi, symbole international de la résistance à ce régime. Pour la population birmane durement assujettie, si longtemps coupée du monde, monastères et couvents devinrent les seuls refuges pour tenter d'échapper, de l'intérieur, à cette dure réalité. Or « l'oligarchie militaire birmane, après un demi-siècle de pouvoir dictatorial obscurantiste, cherche toujours à légitimer son pouvoir en utilisant [notamment] le bouddhisme », alerte Guy Lubeigt. Voire en l'instrumentalisant ? Aux yeux du monde, cette situation a longtemps entretenu le fantasme d'une Birmanie hermétique, immaculée, close sur elle-même, devant en tout cas se suffire à elle-même.

L'« Union birmane » est composée administrativement de sept régions centrales (les « divisions » sont renommées « régions » en 2010), dans lesquelles l'ethnie bamar est majoritaire ; et de sept États périphériques, dans lesquels les ethnies minoritaires sont prépondérantes. Elle consiste en une mosaïque d'ethnies, issues de vagues migratoires successives. Cette géographie apparaît fracturée à l'échelle nationale birmane : une frontière poreuse et artificielle sépare une plaine centrale, cœur du pays, des montagnes périphériques environnantes. La Birmanie occupe toujours le bas des classements internationaux dans les indices de développement humain et social. Cernée par un arc en forme de fer à cheval de hautes montagnes et d'épaisses forêts jouant le rôle de tampon amortisseur, elle est autant protégée du monde extérieur qu'isolée par sa géographie. Sans déterminisme, celle-ci permet de comprendre son histoire : elle est en effet un atout autant qu'un handicap pour le pays. Geoffrey Harvey présente ainsi les Birmans comme un peuple « vivant dans un monde qui lui est propre », étanche : ils ne visitent pas de pays étrangers. Ils n'accueillent pas davantage de visiteurs étrangers chez eux. Cette représentation post-coloniale date de 1967. « Les influences culturelles parvenues en Birmanie ont été filtrées par la barrière protectrice de ses forêts, ses montagnes aux pentes vertigineuses, ses jungles, marécages et mangroves impénétrables, qui isolent complètement le pays de ses voisins », prolonge Guy Lubeigt.

Articulé dans l'axe du « fleuve-mère » Irrawaddy, favorable à la Chine, mais beaucoup moins à l'Inde ou à la Thaïlande, le tracé Nord-Sud d'infrastructures birmanes date de l'époque coloniale britannique (1824-1948). Après trois guerres anglo-birmanes (1824-1826, 1852, 1885), la Birmanie est rattachée au Raj britannique en 1886. Elle en est détachée en 1937, avant de gagner son indépendance en 1948. Premier exportateur mondial de riz en 1940, avec un niveau d'éducation élevé et une littérature rayonnant à travers toute l'Asie, la Birmanie est considérée en 1945 comme « le possible pays leader en devenir d'Asie du Sud-Est ». Carrefour stratégique entre Asie et océan Indien, le pays,

« entouré de cactus » hostiles, selon les mots d'U Nu, premier Premier ministre birman (1948-1956) ayant tenté de restaurer une démocratie parlementaire, construit en partie son identité sur son imperméabilité à un monde extérieur perçu comme potentiellement vecteur de discorde. La tradition d'isolement relatif du « pays ermite », État paria souvent comparé à la Corée du Nord « bunkerisée » (cette comparaison demeure discutable en l'absence de pouvoir de dissuasion nucléaire du côté birman), est poursuivie comme une véritable politique d'isolationnisme sous la dictature du général Ne Win (1962-1988).

Les évolutions suivies et les réformes, tant démocratiques qu'économiques, engagées par « la nouvelle (voire la dernière) frontière de l'Asie », pays de 51,5 millions d'habitants à très fort potentiel de développement, ont-elles été suffisamment rapides depuis 2011 ? Elles furent brutalement suspendues le 1^{er} février 2021. Le premier recensement post junte militaire depuis trente ans, organisé en 2014, révèle que le pays compte 8,5 millions d'habitants de moins qu'attendu. L'estimation de 60 millions d'habitants qui circulait jusqu'alors était fondée sur des estimations erronées, le précédent recensement datant de 1983. Située à la rencontre stratégique des mondes indien et chinois, plus vaste (676.578 km²) que la France et le Benelux réunis, le « nouvel Eldorado » asiatique, dont les promesses de croissance agitent les investisseurs internationaux, doit relever de nombreux défis, à commencer par celui, immense, de son régime politique. Alors que les tensions intercommunautaires secouent le pays, notamment en Arakan et dans le Shan à la frontière chinoise, exacerbées par l'émergence d'un nationalisme bouddhiste birman, la signature en 2015 d'un projet d'accord de cessez-le-feu historique entre le gouvernement et seize groupes armés représentant des minorités ethniques, en conflit depuis des décennies, n'a pas ouvert le dialogue politique souhaité. Toutes les tentatives précédentes de cessez-le-feu à l'échelle nationale avaient certes échoué. Cet accord devait être officialisé. La négociation sur la base de la version du 31 mars 2015 a cependant échoué.

La crise des *boat people* en mer d'Andaman, qui éclate en 2015, révèle en outre la fragilité de la réintégration diplomatique de la Birmanie, tant régionale que globale. Ce, malgré une ouverture croissante de la Birmanie au monde extérieur jusqu'en 2021, notamment au tourisme, le pays caracolant depuis 2011 en tête des destinations touristiques au potentiel le plus important au monde. Plus de 2 millions de visiteurs étrangers sont ainsi accueillis en Birmanie en 2013, dont 5 % de Français, premiers Européens parmi les touristes étrangers en Birmanie, en septième position mondiale au classement de ces derniers. L'extension de l'aéroport international de Rangoun, où un second terminal est construit en 2015 par un consortium singapourien, est significatif à cet égard de la volonté du gouvernement birman (jusqu'en 2021) de développer ce secteur stratégique pour lui.

Parmi les nombreuses singularités intérieures birmanes, la collusion, d'abord, entre armée et État, rappelée avec force le 1^{er} février 2021. Des décennies de militarisme autocratique, doublé d'une « guerre civile interethnique continue », écrit Renaud Egreteau, ont généré une confusion de l'armée et de l'État en Birmanie. Le retrait des forces armées de la scène politique n'a jamais semblé à l'ordre du jour, malgré les efforts du gouvernement birman pour se présenter sous un jour civil entre 2011 et 2021, notamment vis-à-vis de ses partenaires étrangers. Auréolée du prestige de la lutte anticoloniale puis de la libération nationale en 1948, l'armée birmane (*Tatmadaw*), qui s'est patiemment corporatisée, se présente comme l'unique pilier unificateur du pays. Népotisme, favoritisme et corruption lui ont permis de progressivement noyauter toutes les institutions sociales, jusqu'aux coups d'État du général Ne Win le 2 mars 1962 puis du général Min Aung Hlaing le 1^{er} février 2021. L'armée se pose comme « le seul tuteur de la nation birmane », tandis que le pays se retire progressivement du théâtre diplomatique international. Jusqu'en 2011, de grands panneaux dans les rues de Rangoun avertissent avec la belle rondeur de l'écriture birmane : « L'armée [*Tatmadaw*] et le peuple sont éternellement unis. Quiconque tentera de les séparer sera notre ennemi ». Le

système birman, qualifié de « prétorien » par Renaud Egretéau, instaure ainsi, sous la forme d'un absolutisme despotique, « un contrôle totalisant de la société afin de s'assurer sa soumission ». Les oppositions demeurent impuissantes et morcelées.

Le passage en 2011 d'un régime militaire direct à un gouvernement présenté à l'étranger comme « quasi-civil » fut source de malentendus. Ne s'agissait-il que d'une parenthèse éphémère ? L'armée birmane, matrice indéboulonnable du pays, se présente elle-même comme l'une des deux « colonnes » du pays (avec les moines bouddhistes), et la seule institution capable de sauvegarder la précaire unité nationale birmane. Elle continue d'exercer une influence majeure sur la politique birmane, en occupant notamment un quart des sièges parlementaires. Cette proportion est confirmée par les députés débattant de la révision de la Constitution. Cette situation lui assure ainsi au Parlement un pouvoir de veto *de facto* non-négociable de 2011 à 2021 : ce rôle d'« arbitre », qui permet à l'armée de bloquer toute décision à laquelle elle s'oppose, va à l'encontre de la transition vers un régime démocratique civil, dans lequel le pouvoir civil exerce en principe un contrôle sur le pouvoir militaire. Or ce principe général occidental apparaît difficilement applicable en Birmanie. Le Parlement birman rejette en 2015 un projet de loi visant à réduire le poids de l'armée en son sein, les 75 % de voix nécessaires en vertu de la clause 436 de la Constitution n'étant pas réunis. Malgré les efforts d'Aung San Suu Kyi, qui a mené campagne sans relâche pendant des mois pour modifier la Constitution.

Toute l'histoire de la Birmanie peut finalement se résumer à celle d'une quête désespérée d'une impossible unité. Le problème de la cohésion nationale s'y pose en effet de manière quasi-ininterrompue sur la longue durée. L'ethnie majoritaire bamar, vivant au centre du pays et représentant deux tiers (60 à 70 %) de la population birmane, exerce une domination identitaire quasi-institutionnelle sur les autres groupes ethniques birmans, minoritaires. Elle jouit de privilèges croissants dans les structures politiques et la vie économique et sociale du pays. Pour simplifier, être birman, c'est,

pour les Bamar, être tout à la fois bamar et bouddhiste. Cette règle tacite des « 3 b », discriminatoire pour les non-Bamar, n'a fait que se renforcer depuis 1948, érigeant notamment la langue bamar comme la norme birmane. Cette règle implique une forme de supériorité ethnique, plus ou moins visible. Elle apparaît comme enkystée aujourd'hui, les groupes ethniques minoritaires étant perçus comme déloyaux envers la communauté nationale par la majorité bamar en raison des conflits ethniques persistants entretenus depuis 1948 dans les régions périphériques du pays. Cette expérience commune d'oppression par une majorité a pour conséquence de lier les minorités solidaires entre elles face à cette majorité.

Ensuite, la société civile birmane, embryonnaire, est désormais muselée depuis le 1^{er} février 2021. Elle est le produit d'un héritage politique et social, où prévalent un contrôle étatique serré de la population et la relation patron/client, dans un contexte de définition étroite de l'ordre social par le bouddhisme *theravāda* (ou bouddhisme ancien, littéralement « la voie des sages »). Elle est profondément marquée par de longues et âpres négociations avec les autorités pour la formation d'un espace propre et indépendant, quoique nécessairement interconnecté avec l'État dans le si singulier cas birman. Avec la fin provisoire de cinq décennies de censure de 2011 à 2021, une liberté d'expression et de création nouvelle s'est ouverte pour les artistes birmans. En témoigne l'exposition à l'étranger d'artistes birmans, invités à des programmes de résidence internationaux ; l'ouverture de nombreuses galeries à Rangoun ; et le développement d'un intérêt international pour la production artistique birmane. Ces efforts sont ruinés en 2021. Le déménagement du centre du pouvoir en 2005 à Naypyidaw contribue cependant au développement d'une atmosphère plus favorable à la mobilisation citoyenne. Un facteur d'espoir. Des manifestants osent ainsi braver les interdictions et descendre dans la rue suite à l'annonce de la hausse du prix du carburant en 2007. Ce sont les manifestations les plus importantes depuis 1996. Elles entraînent une répression musclée selon les méthodes habituelles de la junte, mais choquant l'opinion

publique nationale et internationale : des moines sont tués, battus, emprisonnés. Le gouvernement ne parvient à juguler le mouvement qu'au prix d'une sérieuse dégradation de son image. Depuis le 1^{er} février 2021, le mouvement pacifique de désobéissance civile, mené par la jeunesse birmane, surprend par sa détermination et son ampleur.

Avec le Tibet et le Pakistan, la Birmanie devient dans les années 1990 un nouvel enjeu stratégique de la rivalité sino-indienne, chacune de ces puissances ayant des intérêts propres à y poursuivre, la Chine vers sa périphérie méridionale, l'Inde vers sa périphérie orientale. La partie de bras fer jouée entre l'Inde et la Chine en Birmanie, tiraillée ou écrasée entre ces deux géants démographiques prédateurs, est nettement à l'avantage de Pékin, malgré la velléité de New Delhi de contrer l'influence chinoise en Birmanie. Un « nouveau grand jeu », en référence à la compétition entre Russie tsariste et Empire britannique en Asie centrale au XIX^e siècle, se déploie autour de l'océan Indien. La Birmanie doit développer une résistance active face aux appétits de ces deux menaçants voisins.

Elle est, d'abord, l'objet de la convoitise indienne. Dans le contexte de l'immédiat après-indépendance, une solidarité indo-birmane est affichée sous Nehru (1947-1964) et U Nu (1948-1962), Premiers ministres respectivement de l'Inde et de la Birmanie fraîchement émancipées de la même tutelle britannique. La mère d'Aung San Suu Kyi est nommée ambassadeur de Birmanie en Inde et au Népal en 1960. Une relative indifférence se transforme bientôt en xénophobie réciproque sous la dictature du général Ne Win (1962-1981). L'Inde, aujourd'hui le premier acheteur de produits agricoles birmans, est dans une situation géographique moins favorable que la Chine dans sa relation bilatérale avec la Birmanie. En outre, les ambitions indiennes sont accueillies défavorablement par les Birmans. Les relations indo-birmanes demeurent difficiles en effet, notamment pour des raisons historiques : de nombreux Indiens migrent en Birmanie pour s'y enrichir sous le Raj britannique et profitent massivement de l'exploitation coloniale mise en place par les Britanniques en

Birmanie. Les sentiments indophobiques des Birmans contrarient ainsi le souhait de New Delhi d'une coopération accrue avec Naypyidaw, alors que la Birmanie représente pour l'Inde une porte d'entrée privilégiée en Asie du Sud-Est.

Un monument célébrant « l'amitié indo-birmane » fut inauguré en 2014 à Tamu, ville frontalière au nord-ouest de la Birmanie dans la haute vallée de la Chindwin, parallèle à celle du Brahmapoutre (Inde). Le commerce bilatéral et les migrations quotidiennes entre les deux pays y sont soutenus. L'objectif indien est d'établir un couloir d'infrastructures afin de désenclaver la région. Le développement des côtes birmanes, dont la mise en valeur demeure modeste à ce jour, compte également parmi les projets indiens en Birmanie. Les Britanniques avaient déjà privilégié les liaisons maritimes plutôt que terrestres entre les deux pays pour des raisons de coûts. La nature de l'engagement indien en Birmanie demeure une question discutée à New Delhi, qui ne cache pas son intérêt évident pour les ressources de son voisin, alors que la frontière indo-birmane, longue de 1.643 km, est largement poreuse. La capacité d'influence de l'Inde en Birmanie apparaît finalement assez limitée, le soutien de l'Inde à la construction d'infrastructures en Birmanie étant essentiellement financier à ce jour. Des incidents frontaliers dans l'État indien du Manipur amènent New Delhi à durcir le ton : des opérations armées furent conduites en 2015 sur le territoire birman contre des rebelles menaçant sa sécurité, en application d'un accord conclu en 2014 entre l'Inde et la Birmanie. Elles furent menées en « coopération avec les autorités birmanes », bien qu'aucun soldat birman ne fût militairement impliqué. Ces faits prouvent le nouveau niveau de confiance atteint par l'Inde dans l'exercice d'un *hard power* (une puissance coercitive) étendu.

La Chine, ensuite, exerce sur la Birmanie une ombre menaçante. Partageant avec elle 2.185 km de frontières, elle est le premier voisin de la Birmanie, souvent présenté (par les Chinois) comme son « grand frère » protecteur. Les Birmans ont, de leur côté, toujours craint la proximité du dragon chinois. Après 1988, seule la Chine maintient opportunément ses relations et,

conséquentement, développe des partenariats avec une Birmanie ostracisée sur la scène internationale. Non sans arrière-pensées évidemment. Elle est motivée par sa stratégie dite « des deux océans » : avoir accès tout à la fois à l'océan Pacifique et à l'océan Indien, et dessiner ainsi une « nouvelle carte de l'Asie », comme l'achèvement en 1869 du canal de Suez ouvrit une nouvelle géographie mondiale. La Chine s'affiche comme le partenaire économique « naturel » de la Birmanie. Comme ailleurs en Asie du Sud-Est, la relation économique sino-birmane, profondément asymétrique, se caractérise côté chinois par d'importantes importations de matières premières et ressources naturelles birmanes (bois, pierres précieuses, minerais, produits agricoles, etc.), tandis que biens de consommation *made in China* affluent vers la Birmanie.

La Birmanie peut-elle sortir de cet étau sino-indien ? Les Nations unies, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), la « sous-région du Grand Mékong » (*Greater Mekong Subregion*), et une « relation historiquement spéciale » avec le Japon, apparaissent comme autant de possibilités pour elle de contourner le bras de fer sino-indien engagé sur son territoire.

Pour les Nations unies, une unité d'approches apparaît difficile à forger sur la « question birmane », *a fortiori* depuis le 1^{er} février 2021, alors que la capacité d'influence réelle de la communauté internationale sur la société et la politique birmanes, souvent surestimées à tort par elle, apparaissent finalement faibles après des décennies d'autarcie birmane. Respectées notamment en raison du fait qu'un Birman, U Thant, en fut le secrétaire général pendant une décennie cruciale (1961-1971), ce qui constitue toujours aujourd'hui un grand motif de fierté nationale pour les Birmans, les Nations unies peinent à définir en Birmanie une stratégie cohérente, faisant consensus parmi ses représentants. En passant d'une échelle nationale à une échelle régionale voire globale, la crise des *boat people* qui éclate en 2015 en mer d'Andaman agit à cet égard comme un révélateur de ces divisions. Celles-ci apparaissent déjà, dans une moindre mesure et

dans un autre contexte, suite au cyclone Nargis, qui ravagea le delta de l'Irrawaddy en 2008 et provoqua la disparition de près de 200.000 Birmans et le déplacement de 800.000 autres. Au total, 2,4 millions de personnes furent affectées. Malgré l'intervention de Ban Ki-moon, secrétaire général des Nations unies, l'aide internationale fut alors catégoriquement refusée par la junte militaire au pouvoir en Birmanie. Un an auparavant, Charles Pietrie, résident coordinateur des Nations unies en Birmanie, dut quitter le pays *manu militari*, le régime lui reprochant d'avoir ouvertement soutenu la « révolution safran » (du nom de la couleur des robes des moines bouddhistes).

La Birmanie rejoint l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (*Association of Southeast Asian Nations*, ASEAN) en 1997, trente ans après sa création en 1967 pour lutter contre le communisme. Cette organisation apparaît naturellement la mieux placée, parmi toutes les organisations internationales, pour soutenir la Birmanie, bien que le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des États membres soit un principe cardinal du fonctionnement de l'Association. Ainsi, la violente répression par le régime birman de la « révolution safran » en 2007 mécontenta vivement les membres de l'ASEAN, sans que ceux-ci purent, toutefois, prendre quelque mesure de rétorsion que ce soit. Une Charte de l'ASEAN contenant une clause vague sur les droits humains fut ratifiée en 2008 par les gouvernements de ses États membres (y compris la Birmanie). Elle ne prévoyait cependant aucune disposition ni de contrôle ni de pénalités.

Le développement de relations avec les « grandes puissances » extra-asiatiques, notamment les États-Unis, peut-il encore intégrer la Birmanie au jeu diplomatique mondial ? Ancien angle mort, depuis la fin de la Guerre froide (1947-1991), des intérêts stratégiques des grandes puissances occidentales, la Birmanie fut, de 2011 à 2021, l'objet de toutes leurs attentions intéressées. Ses ressources naturelles (teck, pierres précieuses, hydrocarbures) expliquent en partie ce spectaculaire regain d'intérêt. Les sanctions internationales imposées par les puissances occidentales à la Birmanie sous dictature militaire, objet d'un vif débat entre

ces dernières en raison de leur caractère manichéen, apparaissent largement contre-productives. Non seulement l'objectif visé (un changement de régime, censé être asphyxié par les sanctions) n'est pas atteint, mais la population birmane s'appauvrit conséquemment, de surcroît, en même temps que le pays est ostracisé. Plus encore, cette politique exacerbe le nationalisme birman, fondé sur un discours de défense de la souveraineté, jusqu'à la xénophobie dans certains cas.

Les objectifs de la politique américaine en Birmanie avant 2011, un changement de régime et l'établissement d'un gouvernement civil, ne sont pas atteints. Au contraire, cette politique ne fait qu'exacerber la réaction nationaliste birmane en retour. Après huit années de sanctions renouvelées et de soutien aux mouvements démocrates birmans par l'administration Bush (2000-2008), qui intègre la Birmanie comme un « État voyou » dans sa manichéenne liste noire de l'« axe du mal », l'administration Obama définit une nouvelle politique birmane des États-Unis. La considération du facteur « Chine » est déterminante dans cette inflexion, la Birmanie étant sans doute le seul pays d'Asie où les États-Unis réussissent à étendre leur influence aux dépens de l'influence chinoise. Une nouvelle politique de sanctions vis-à-vis de l'armée birmane fut annoncée dès février 2021 par Joe Biden. Elle frappe hélas d'abord de nouveau le peuple birman.

Pas moins de 71 partis politiques sont officiellement enregistrés en Birmanie depuis 2010. Des élections générales, libres et transparentes, y eurent lieu en 2015 pour la première fois depuis vingt-cinq ans. Le taux de participation fut estimé à 80 %. Elles agirent comme un véritable test, alors que le pays, souvent mal compris à l'étranger, vécut en 2015 une étape cruciale de son histoire. Alors que la Birmanie a une expérience très limitée des consultations démocratiques, ces élections sont, en effet, déclare alors Aung San Suu Kyi, « un vrai test pour savoir si la Birmanie est réellement engagée sur la voie de la démocratie ou non ». La réponse lui est rudement apportée le 1^{er} février 2021. La « Dame de Rangoun » détrônée, aujourd'hui

âgée de 76 ans, est détenue au secret depuis cette date. Il était peu probable que le processus de réformes engagées depuis 2011 par la Birmanie pût aboutir à un « changement soudain ». Des changements plus marqués étaient attendus des élections de 2020. Avant que les généraux ne contestent le résultat du scrutin. Cruel retour aux ténèbres de la « case départ » avec le nouveau coup d'État du 1^{er} février 2021.

L'horizon apparaît nuageux pour la Birmanie. Dans un article particulièrement stimulant, « Comment l'Occident a été gagné », Bertil Lintner, l'un des observateurs les plus perspicaces de la Birmanie depuis des décennies, alerte contre la trop grande naïveté de l'Occident. « Ce sont les généraux birmans qui ont, avec intelligence et succès, engagé l'Occident en Birmanie [en 2011], pas le contraire ». Avant de mettre en garde : « Les attitudes néocoloniales auront en Birmanie une influence mineure voire nulle ». Certes, la trop lourde dépendance de la Birmanie vis-à-vis de la Chine a accéléré la prise de conscience par ses dirigeants de la nécessaire ouverture du pays vers l'Occident. Cependant le heurt tout à la fois des agendas (réformateur et diplomatique), des temporalités (intérieure et extérieure) et surtout désormais de nouveau des régimes politiques (civil et militaire, démocratique et dictatorial) demeure le point d'achoppement le plus critique de ce dialogue difficile.





P. A. Klier, *Pagode Shwedagon*, Rangoun, 1871-1911, British Library, Londres.